

Kgalema Motlanthe élu président de l'Afrique du Sud

@rib News, 26/09/2008 â€“ Source AFPKgalema Motlanthe est devenu jeudi le troisième chef d'Etat depuis l'av nement de la démocratie multiraciale en Afrique du Sud en 1994, après Nelson Mandela et Thabo Mbeki. Ce dernier a été poussé à la démission le week-end dernier, par le parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC), sur fonds de luttes intestines et de soupçons d'instrumentalisation de la Justice. A peine élu président d'une Afrique du Sud en pleine crise politique, le numéro deux de l'ANC a cherché à garantir la stabilité des institutions en nommant aussitôt son gouvernement et annoncé une accélération de la politique sociale.

Dans son discours inaugural peu après son élection par l'Assemblée nationale, M. Motlanthe, 59 ans, a assuré qu'il ne permettrait "pas que la stabilité de notre ordre démocratique soit mise en cause". "Je ne désire pas dévier de ce qui fonctionne. Ce n'est pas à moi de réinventer la politique" décidée par l'ANC, a-t-il ajouté, se plaçant clairement dans la ligne du parti. Ce conciliateur, choisi par l'ANC pour rassembler une formation déchirée par les luttes internes et se réconcilier avec un électorat excédé tant par ces dissensions que par les échecs du gouvernement Mbeki, a évité la mise en cause de son prédécesseur, auquel il a au contraire rendu hommage. A ceux qui craignaient un tournant radical de la politique économique imposé par l'aile gauche de l'ANC désormais majoritaire, M. Motlanthe a répondu en reconduisant le respecté Trevor Manuel, ministre des Finances depuis 12 ans et artisan de la croissance de la première économie du continent. Mais il a changé de poste deux des ministres les plus contestés du gouvernement Mbeki, la ministre de la Santé Manto Tshabalala-Msimang, remplacée par l'intègre Barbara Hogan, et celui de la Sécurité Charles Nqakula, dont les fonctions sont reprises par Nathi Mthethwa, chef du groupe parlementaire de l'ANC et partisan d'une refonte de la police. M. Motlanthe a reconduit la moitié du gouvernement pr c dent. Les plus proches fidèles de M. Mbeki ont suivi vers la sortie leur chef de file, accusé d'avoir voulu barrer à son rival Jacob Zuma la route de la présidence. M. Motlanthe, qui a été élu numéro deux de l'ANC lors du congrès de décembre 2007 - qui avait vu le ca  du populaire Zuma, soutenu par le Parti communiste et la confédération syndicale Cosatu, renverser celui du pouvoir en place -, a promis d'accélérer les efforts engagés en 2004 pour réduire par deux la pauvreté d'ici 2014. Quatorze ans après la chute de l'apartheid en 1994, 43% de la population vit toujours avec moins de deux dollars par jour. M. Motlanthe a également affirmé sa "détermination à écraser le crime et la violence, quelles qu'en soient les victimes", dans une allusion indirecte à l'inefficacité de la police dans les quartiers pauvres. Sur la scène africaine, où le président Mbeki a joué un rôle actif dans la résolution régionale des conflits, l'Afrique du Sud "continuera à apporter toute assistance possible pour ramener la paix, la sécurité, la démocratie et le développement", a-t-il assuré. En fonction jusqu'aux élections générales du 2e trimestre 2009, M. Motlanthe va devoir préparer le terrain pour M. Zuma, en convainquant la majorité pauvre d'une volonté politique de répondre à leurs besoins. Mais il devra aussi rassurer les classes moyennes méfiantes vis-à-vis du tribun zoulou, dont elles dénoncent les déclarations contradictoires et les déboires judiciaires.